



Le 1^{er} mai 2008

Intervention de **Thierry Jacques**
Président du Mouvement Ouvrier Chrétien
Cycl'eau Solidaire - Rebecq

La solidarité ne tient pas la forme olympique

Avec Solidarité Mondiale et avec la CSC, le Mouvement Ouvrier Chrétien a voulu que ce premier mai soit solidaire.

- Solidaire avec les pays du Sud
- Solidaire avec les travailleurs, des femmes, des enfants, exploités à travers le monde,
- Solidaire avec les travailleurs sans emploi, ici et maintenant.

Et qui dit solidarité avec le Sud, dit aussi solidarité avec les personnes du Sud qui viennent en Belgique dans l'espoir de trouver un emploi, une vie meilleure, des perspectives pour leurs enfants.

Or, cette solidarité-là, chers amis, ne tient pas non plus une forme olympique. Le mot est faible... et notre indignation est grande.

Les événements qui se sont déroulés mardi soir, devant l'office des étrangers puis dans le palais de justice de Bruxelles, sont inacceptables, dans un état démocratique tel que nous le défendons.

- Il est inacceptable que des personnes qui manifestent pacifiquement soient arrêtées par les forces de police.
- Il est inacceptable que des enfants soient arrachés à leurs parents.
- Il est inacceptable que des personnes, avocats ou sans papiers, peu importe, soient injuriées et violentées par des gardiens « de la paix ».
- Et il est inacceptable qu'aujourd'hui encore des milliers de sans papiers, de personnes, de familles en situation illégale vivent dans la précarité, la clandestinité, l'incertitude.

Certes, l'accord du Gouvernement avait nourri quelques espoirs. La possibilité de prendre en compte des attaches durables comme critère de régularisation nous avait réjouis.

Mais, une fois de plus, l'incertitude et le doute rejaillissent. La note de politique générale que la ministre de la politique de la migration et de l'asile vient de déposer semble avoir complètement gommé cette ouverture.

Or, la question de l'asile suffisamment grave pour que nos responsables politiques, de tous partis confondus, fassent preuve de plus de cohérence entre leurs déclarations et leurs actes. De plus de courage aussi, et de solidarité.

- Nous réclamons, une fois encore, un moratoire sur les expulsions jusqu'à ce que les accords du gouvernement et des critères clairs de régularisation soient effectivement d'application.
- A défaut d'une loi, que nous avons appelée de nos vœux, nous attendons qu'une circulaire, claire, définisse ces critères de façon transparente et humaine. Et nous voulons des précisions sur ce que recouvre exactement la notion « d'attaches durables ».
- Nous rappelons, avec insistance, que ces critères doivent être appliqués par une commission permanente et indépendante et non par un ministre et son administration. Or, le Gouvernement ne semble toujours pas vouloir en étudier la possibilité, ce qu'il s'était pourtant engagé à faire.
- Et nous nous opposerons, toujours, à toute forme d'enfermement d'enfants et de familles, quels que soient le nom et l'environnement qu'on lui donne. C'est indigne d'un état démocratique. C'est indigne des droits humains.

Pour notre Mouvement, pour nos Organisations constitutives, pour nos militants, la solidarité n'est pas un concept destiné à se donner bonne conscience. Elle est une réalité à construire, jour après jour, ici et là-bas.

En ce jour de fête du travail, nous voulons être à côté de toutes celles et de tous ceux pour qui le mot solidarité fait sens. Les sans papiers, bien sûr. Mais aussi les manifestants contre la faim, dont Claude va vous parler et les travailleurs exploités, qu'Arnaud va évoquer dans un instant. De toutes ces personnes, enfin, pour qui l'existence, ici ou là-bas, devient toujours plus difficile et l'horizon, toujours plus lointain.

Thierry Jacques